



Communiqué

Communiqué de presse

Jeudi 27 novembre 2014

Conférence environnementale : mieux vaut laisser une trace...plutôt qu'une dette !

Réaction de FNE à la suite du discours prononcé par le président de la République en ouverture de la troisième conférence environnementale.

Sivens : oui à plus de démocratie !

FNE salue l'annonce de l'ouverture d'un chantier consacré la démocratie participative.

Pour Denez L'Hostis, président de FNE : « *Nous avons formulé une demande allant dans le sens de cette proposition à l'occasion de notre entretien avec le président de la République. Le drame de Sivens a mis en lumière le déficit de démocratie participative. Il faut restaurer le débat démocratique. Cette annonce devra être rapidement suivie par des décisions. La réforme de l'autorité environnementale en région par exemple figure déjà dans la feuille de route de la conférence environnementale 2012. Pourtant elle n'a jamais été mise en œuvre.* ».

Energie : plus de subventions pour le charbon... en attendant les autres hydrocarbures !

Le Président de la République a annoncé la « suppression de tous les crédits à l'export dans les soutiens que nous accordons aux pays en développement dès lors qu'il y a une utilisation pour le charbon ». Nous veillerons à ce qu'au niveau européen cette suppression touche à terme toutes les énergies fossiles."

Pour Denez L'Hostis : « *Nous nous réjouissons de cette annonce car la France ne pourrait pas afficher une volonté d'exemplarité tout en continuant à financer des centrales à charbon dans les pays en voie de développement. Il faudra rapidement s'attaquer aux subventions en faveur de l'ensemble des énergies fossiles en France et arrêter d'importer des fossiles non conventionnels, comme les schistes bitumineux du Canada.* ».

Le Président a annoncé 1,5 milliards sur 3 ans pour financer la transition énergétique. En comparaison, nous dépensons 65 milliards par an pour importer des énergies fossiles ! C'est 10 milliards par an qu'il faudra au moins investir pour que la loi « énergie » en cours d'examen au Parlement soit réellement appliquée.

Transports : un pesant silence

La France pourra-t-elle être exemplaire en matière de climat sans une politique des transports ambitieuse ? Non. Après les déclarations du président de la République, en début de semaine, en faveur d'une expérimentation de l'écotaxe, nous espérions un engagement ferme de sa part pour crédibiliser cette déclaration. Or ce matin, le Président n'a rien dit ou presque à ce sujet. Rappelons que les transports constituent le premier secteur émetteur en CO2. Si nous n'incitons pas un report des transports de la route vers le ferroviaire et le fluvial, nous n'atteindrons pas nos objectifs.

Pour Denez L'Hostis : *« Les mots clés y sont, les messages nous conviennent. Nous ne pouvons que nous réjouir d'entendre le président de la République admettre que le dérèglement climatique est un enjeu majeur et la suppression des subventions en faveur du charbon souligne cette prise de conscience. Nous attendons maintenant que ces bonnes intentions se concrétisent rapidement. Les tensions sont fortes autour de nombreux projets d'aménagements. La restauration du processus démocratique doit être rapide pour que le drame de Sivens ne se reproduise pas ailleurs. ».*